



Lettre ouverte, 27 septembre 2022

Signé par :

Le Comité des citoyen-ne-s de Milton Parc

La Table de concertation du faubourg Saint-Laurent

La Communauté Saint-Urbain

La Maison Ludivine-Lachance

La Table de quartier Peter-McGill

L'Association étudiante de l'université McGill (AEUM)

Quadrilatère de la Miséricorde

En pleine crise du logement, le gouvernement abandonne nos anciens hôpitaux

En raison du manque de vision des gouvernements provinciaux successifs, cinq énormes sites hospitaliers du centre-ville de Montréal ont été laissés à l'abandon ou vendus à des intérêts privés. Il s'agit (d'ouest en est) de l'Hôpital de Montréal pour enfants, du Royal Victoria, de l'Hôtel-Dieu, de l'Institut des Sourdes et de l'hôpital de la Miséricorde.

Nous avons besoin que le prochain gouvernement provincial s'engage à fournir le financement nécessaire et à impliquer démocratiquement les groupes communautaires et les citoyen-ne-s pour permettre à ces sites d'être utilisés pour les besoins de la communauté.

En pleine crise du logement, où le prix des loyers explose et où de plus en plus de personnes se retrouvent sans toit, le besoin de logements sociaux est plus urgent que jamais. Par ailleurs, selon le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), les logements à louer sont en moyenne 9% plus chers en 2022 qu'en 2021 et selon la Communauté Métropolitaine de Montréal il y a une hausse de 30% du coût moyen des logements inoccupés. L'indice des prix des logements montre que les prix de l'immobilier à Montréal ont augmenté 314 % entre 2000 et 2022, une progression plus rapide qu'à Los Angeles, San Francisco et New York.

En cette période de gentrification intense, il est inacceptable que d'importantes propriétés publiques, religieuses et institutionnelles, destinées à l'origine au bien commun, soient constamment privatisées, notamment pour construire des condos. Parmi les exemples

récents, citons l'Institut thoracique, le site de Radio-Canada, le site du bassin Peel-Bonaventure, l'ancien collège Marianopolis, le couvent d'Outremont, les Sœurs missionnaires de l'Immaculée Conception et l'hôpital Shriners (vendu au gouvernement chinois).

Des groupes communautaires de toute la ville se mobilisent pour une vision inspirante qui consiste à utiliser cinq sites hospitaliers abandonnés pour répondre aux besoins de la communauté : logements sociaux, services de santé et services sociaux, espaces communautaires et culturels, éducation, économie sociale et solidaire et ressources destinées aux personnes ayant des besoins urgents comme les personnes non logées, les personnes âgées, les jeunes et les réfugiés.

Devenu un monstrueux complexe de tours à condos hyper luxueux, **l'ancien Hôpital de Montréal pour enfants** a été privatisé lors d'une vente désastreuse au coût de 25 millions de dollars, alors que son évaluation foncière était de 47 millions de dollars. Des personnes qui résident à proximité et des groupes communautaires, dirigés par la Table de quartier Peter McGill, ont demandé de façon répétée des installations publiques. Pourtant, on leur a refusé le droit de participer au développement de leur quartier. Aujourd'hui, même la promesse d'une tour de logements sociaux est remise en question dans le cadre d'un litige entre le promoteur High Rise Montréal et la Ville de Montréal.

L'hôpital Royal Victoria a été conçu par ses fondateurs pour être un lieu de guérison. Mis à part le projet de campus de l'Université McGill sur la moitié du site, que le gouvernement provincial a approuvé sans débat à l'Assemblée nationale, le reste du site a un avenir incertain et la Coalition Royal Vic pour le bien public demande qu'il soit utilisé pour des besoins communautaires. Les Kanien'kehá:ka kahnistensera (Mohawk Mothers) demandent que les gardien-ne-s traditionnel-le-s soient consulté-e-s sur son avenir et exigent une enquête sur la présence de fosses communes d'enfants autochtones sur le site, suite à l'opération MK Ultra.

L'ancien hôpital de l'Hôtel-Dieu a un avenir incertain depuis le déménagement de ses services au CHUM. Pendant la pandémie, il a abrité les projets temporaires d'une clinique de dépistage du COVID et d'un refuge pour personnes sans logement, prouvant l'utilité de tels sites pour les besoins urgents. La Communauté Saint Urbain, demande depuis une décennie que le site soit utilisé pour des logements sociaux et des services communautaires. Cela inclut ses énormes stationnements pour lesquels un quartier a été démoli.

En 2015, le gouvernement du Québec annonçait son intention de vendre l'ancienne **Institution des Sourdes** située sur la rue St-Denis au coin de Roy. La Maison Ludivine Lachance a été créée par le Comité logement du Plateau-Mont-Royal et la communauté sourde dans une mobilisation pour que ce lieu historique ne soit pas transformé en condos, comme ce fut le cas de l'Institut des Sourds sur la rue St-Laurent. Ils revendiquent que le site demeure dans le domaine social, public et communautaire, et qu'une partie du site soit destinée au logement social et que des activités par et pour la communauté sourde soient mis sur pied.

Depuis 2012, le regroupement d'organismes qui compose **le Quadrilatère de La Miséricorde** porte un projet structurant pour l'ancien CHSLD Jacques-Viger et hôpital de la Miséricorde, au coin du boulevard René-Lévesque et de la rue St-Hubert. La Ville de Montréal collabore depuis plusieurs mois avec le Ministère de la Santé et des Services Sociaux pour développer un projet de requalification. Elle présentait publiquement à la communauté Montréalaise, le 3 juin 2021, sa vision de reconversion du site en logements sociaux en plus de permettre de souligner la mémoire de ce lieu emblématique. Pourtant, un an plus tard, le Quadrilatère attend toujours le lancement de l'appel à manifestation d'intérêt, par ailleurs inscrit dans le Plan de relance économique de Montréal de 2020.

Des négociations prometteuses pour le transfert de **l'Institut des Sourdes** et de la **Miséricorde à la Ville** ont été bloquées par le manque de volonté du gouvernement provincial de payer la facture de l'entretien coûteux de ces sites architecturaux patrimoniaux.

Les regroupements communautaires impliqués dans le redéveloppement de tous ces sites excédentaires demandent à ce que les partis politiques s'engagent à octroyer à la Ville de Montréal et aux organismes porteurs les sommes nécessaires afin que ces ensembles immobiliers puissent accueillir des logements sociaux, communautaires et tout autre usage communautaire ou de santé, dans l'esprit des communautés religieuses qui les ont bâties. De plus, nous exigeons que le gouvernement allonge les sommes nécessaires à la préservation et à la mise en valeur du patrimoine bâti de ces ensembles hospitaliers historiques.

Il est grand temps que les élu-e-s provinciaux prennent action.